David RIGOULET-ROZE[1]

Les dilemmes d'Israël face à la guerre en Ukraine : l'impossible choix

Résumé : Avec la guerre en Ukraine, Israël a privilégi*é* une attitude prudentielle justifiée par le souci de préserver ce qu'il estime être ses intérêts supérieurs dans ses relations complexes avec la Russie. Il faut compter dans ce choix le maintien d'une communauté juive en Russie, ainsi que l'accord tacite et paradoxal du Kremlin quant aux frappes de *Tsahal* en Syrie contre des cibles pro-iraniennes sinon iraniennes. Un infléchissement au profit de Kiev semble être observé compte tenu de l'existence de la communauté juive en Ukraine et des demandes d'un soutien plus affirmé par Kiev.

Mots clefs : *Aliyah*, Armement, « Dôme de fer », Gardiens de la Révolution, Génocide, Iran, Israël, Juifs, Moyen-Orient, Nazisme, Pogrom, Russie, Shoah, Syrie, *Tsahal*, Ukraine.

Abstract: *With the war in Ukraine, Israel has favoured a cautious attitude justified by the concern to preserve what it considers to be its superior interests in its complex relations with Russia. This choice includes the maintenance of a Jewish community in Russia, as well as the Kremlin's tacit and paradoxical agreement to Tsahal strikes in Syria against pro-Iranian, if not Iranian, targets. A shift in favor of Kiev seems to be observed, given the existence of the Jewish community in Ukraine and Kiev's demands for more affirmative support.*

Keywords: *Aliyah, Armament, "Iron Dome", Revolutionary Guards, Genocide, Iran, Israel, Jews, Middle East, Nazism, Pogrom, Russia, Shoah, Syria, Tsahal, Ukraine.*

1. David Rigoulet-Roze est Docteur en Sciences politiques, enseignant et chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), ainsi que Rédacteur en chef de la revue *Orients Stratégiques* (L'Harmattan). Il est spécialiste de la région du Moyen-Orient et a notamment publié *Géopolitique de l'Arabie saoudite : des Ikhwans à Al-Qaïda*, Paris, Armand Colin, 2005 ainsi que *L'Iran pluriel : Regards géopolitiques*, Paris, L'Harmattan, 2011. Il a également publié de nombreux articles dans plusieurs revues dont *France-Forum*, *Revue Diplomatique*, *Stratégiques* et *Conflits*. Il assure par ailleurs depuis plusieurs années un cours de Sciences politiques à l'Université de Cergy-Pontoise.

Introduction

Avec la guerre en Ukraine, Israël s'est retrouvé confronté à une sorte de dilemme moral dans la mesure l'État hébreu qui prend la mesure de l'agression russe contre l'Ukraine et de la souffrance de la population ukrainienne, a considéré qu'il était nécessaire de privilégier une attitude prudentielle - stigmatisée d'ailleurs par Kiev lui reprochant d'avoir opté pour une forme de neutralité - justifiée par le souci de préserver ce qu'il estime être ses intérêts supérieurs dans ses relations complexes avec la Russie. Deux aspects entrent en ligne de compte dans ce choix difficile : d'abord le maintien d'une communauté juive en Russie même, mais aussi l'accord tacite et paradoxal du Kremlin depuis plusieurs années quant aux frappes de *Tsahal* en Syrie contre des cibles pro-iraniennes sinon iraniennes pourtant par ailleurs alliées de Moscou pour empêcher le renversement du régime de Bachar Al-Assad. Cette ligne de crête semble avoir néanmoins connu un infléchissement au fil des mois au profit de Kiev compte tenu des exactions russes en Ukraine – où vit également une communauté juive qui se trouve mise en danger par les conséquences de la guerre menée par le Kremlin – et des demandes récurrentes de Kiev d'un soutien plus affirmé.

Le dilemme moral d'Israël face à la guerre en Ukraine

Israël a adopté une attitude prudentielle depuis le début de la guerre en Ukraine car le pays a des intérêts contradictoires vis-à-vis de Kiev et de Moscou. En effet, Israël entretient des liens importants à la fois avec l'Ukraine et avec la Russie. C'est d'abord le cas historiquement et démographiquement *via* la *diaspora* juive issue de l'ancienne Union soviétique ayant fait l'*alyah* (le retour) en Israël et comptant près de 1,5 million sur 9,4 millions d'Israéliens. C'est considérable puisqu'elle forme la première communauté juive du pays représentant près de 20 % de la population du pays. Bien qu'étant souvent indifféremment appelés « Russes » par les autres Israéliens, ces Juifs sont répartis assez équitablement entre Russophones (légèrement majoritaires) et Ukrainophones (qui seraient près de 400 000). La plupart d'entre eux sont arrivés après l'effondrement de l'ancienne Union soviétique, durant les années 1990 même si la dynamique migratoire avait commencé dans les années 1980. Mais les liens sont aussi désormais économiques : les relations commerciales diversifiées (biens, services et denrées alimentaires) entre Israël et la Russie, de l'ordre de près de 3 milliards de dollars, n'ont cessé de croître au cours des 30 dernières années. Elles sont dix fois plus importantes qu'avec l'Ukraine avec laquelle un accord de libre-échange est néanmoins entré en vigueur le 1er janvier

2021, d'où l'Etat hébreu importe pour quelque 800 millions de dollars de matières premières et céréales. De ce fait, la position diplomatique d'Israël est compliquée à gérer depuis le début de la guerre le 24 février 2022. Si Yair Lapid, le ministre israélien des Affaires étrangères de l'époque, avait immédiatement condamné « l'attaque russe contre l'Ukraine » comme une « violation grave de l'ordre international », il avait préalablement affirmé dans un entretien accordé au *Times of Israël* le 18 février précédent, soit juste avant le déclenchement du conflit, que « s'[il faisait] preuve d'une plus grande prudence dans [ses] propos à ce sujet que n'importe quel autre ministre des Affaires étrangères d'un pays occidental », c'est « probablement parce qu'[il avait] un problème qu'aucun autre n'a par ailleurs : celui de deux très importantes communautés juives [en Russie et en Ukraine] que nous devons être en mesure de protéger [la Russie compterait encore quelque 150 000 juifs revendiqués et près de 300 000 avec au moins un ascendant juif[2] *versus* quelque 40 000 juifs

2. Selon les données publiées par l'*Institute for Jewish Policy Research*, cela classerait la population juive de Russie au 7ème rang mondial avec 145 000 Juifs à 155 000 revendiqués comme tels dans les enquêtes sociales et qui n'ont pas d'autre religion monothéiste, élargie à 290 000 personnes qui ne se reconnaissent pas comme juives mais ayant au moins un parent juif - mère ou père - et qui n'ont pas adopté une identité religieuse différente (*cf.* https://www.jpr.org.uk/countries/how-many-jews-in-russia). Comme le souligne David I. Kelin, selon un recensement en date de 2021 réalisé par les services statistiques de l'État de la fédération de Russie, seulement quelque 83 000 russes s'identifieraient comme Juifs contre 160 000 en 2010, des chiffres ne prenant pas encore en compte l'exode dû à la guerre. Il est notable que la population juive avait déjà nettement diminué avant le déclenchement du conflit. Cela suggère donc une baisse de la population juive de plus de 50 % au cours de la dernière décennie. Et ces chiffres ne prennent pas en compte l'exode important des Juifs russes depuis le début de la guerre en Ukraine. Ils auraient été 20 000 à quitter la Russie dans les premiers mois qui ont suivi le début de l'offensive et cet exil laisse penser que la population juive pourrait représenter moins de 60 000 personnes au total aujourd'hui. Une majorité de Juifs russes ayant quitté le pays semble être partie vivre en Israël. Selon l'Agence juive, qui facilite l'immigration au sein de l'État juif, environ 66 800 Russes auraient fait leur *alyah* entre 2010 et 2019. *Cf.* Klein David I., « Russie : la présence juive déjà en forte baisse entre 2010 et début 2021 », *The Times of Israël*, 11 janvier 2023 (https://fr.timesofisrael.com/russie-la-presence-juive-deja-en-forte-baisse-entre-2010-et-debut-2021-etude/).

revendiqués et près de 100 000 en Ukraine[3], NDA] »[4]. C'était une façon diplomatique d'admettre par anticipation qu'il ne pouvait pas se prononcer de manière trop tranchée sur ce conflit. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tout en condamnant l'invasion russe, Israël avait d'ailleurs choisi de ne pas soutenir le régime de sanctions imposé par les pays occidentaux à Moscou.

Les premières semaines, les Israéliens s'étaient mobilisés sur ce dossier à travers la tentative de médiation effectuée par le Premier ministre Naftali Bennett le 5 mars 2022. Fait notable, il s'était alors rendu à Moscou en plein *Shabbat*, alors même qu'il est résolument pratiquant. Dans son discours en visioconférence destiné aux élus de la Knesset le 21 mars 2022, le Président Volodymyr Zelensky avait salué la position médiatrice d'Israël : « Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, essaie de trouver un chemin pour la négociation avec la Russie et nous lui sommes reconnaissants pour tous ses efforts, afin que tôt ou tard, nous puissions commencer la

3. L'Ukraine, quant à elle, se classerait au 13e rang mondial en termes de population juive avec 40 000 à 45 000 juifs revendiqués, mais plus de 90 000 ayant au moins un parent juif (*cf.* https://www.jpr.org.uk/countries/how-many-jews-in-ukraine). Comme le souligne Gabe Friedman, une étude démographique en date de 2020 sur les Juifs d'Europe estime à 43 000 le nombre d'Ukrainiens qui s'identifient comme Juifs. Mais certaines estimations concernant le nombre de personnes d'ascendance juive quadruplent ce chiffre. On estime que plus de 1,5 million de Juifs vivaient encore, à la veille de la Seconde guerre mondiale, dans ce qui correspond aujourd'hui au territoire ukrainien post-soviétique. Environ un million de ces juifs ont été tués pendant la Shoah. Un recensement effectué en 1989 a estimé que près d'un demi-million de Juifs vivaient encore en Ukraine avant la dissolution de l'Union soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, près de 80 % de ces Juifs sont partis, en priorité vers Israël. L'enquête démographique de 2020 a en tout cas estimé que, en plus d'un « noyau dur » de quelque 43 000 Juifs, environ 200 000 Ukrainiens étaient en principe éligibles à la citoyenneté israélienne, ce qui signifie qu'ils auraient une ascendance juive identifiable. La plupart de ces Juifs vivent à Kiev avec une demi-douzaine de synagogues actives, à Dnipro [Dnepropetrovsk] - proche de la ligne de front - qui abrite des restaurants *casher*, une synagogue, un *mikvé* [bain rituel utilisé pour l'ablution nécessaire aux rites de pureté familiale dans le judaïsme. C'est l'un des lieux centraux de la vie communautaire juive, avec la synagogue et l'école juive (*yeshiva*)] et de nombreuses entreprises appartenant à des Juifs, à Kharkiv - ville proche de la frontière russe qui avait failli être conquise par les Russes en septembre 2022 - et enfin évidemment Odessa qui compte quatre synagogues actives, un musée juif, deux centres communautaires juifs et pas moins d'une douzaine d'écoles ou de jardins d'enfants juifs. Elle abrite également quatre orphelinats pour enfants juifs, gérés par le mouvement hassidique Chabad-Lubavitch. À la fin du XIXe siècle, les Juifs représentaient plus d'un tiers de la population de la ville. *Cf.* Friedman Gabe, « Who are the Ukraine's Jews, and how is Russia's invasion affecting them ? », *Jewish Telegraphic Agency*, 24 février 2022 (https://www.jta.org/2022/02/24/global/who-are-ukraines-jews-and-how-is-russians-invasion-affecting-them). Traduit en français. « Qui sont les Juifs d'Ukraine et comment l'invasion russe les affecte », revue *K,* 12 mars 2022 (https://k-larevue.com/qui-sont-les-juifs-dukraine-et-comment-linvasion-russe-les-affecte/).

4. *Cf.* entretien de Yair Lapid par David Horowitz, *The Times of Israël*, 18 février 2022 (https://fr.timesofisrael.com/lapid-sentretient-avec-le-toi-et-revient-sur-une-decennie-de-carriere-politique/).

discussion avec la Russie. Peut-être à Jérusalem. C'est le bon endroit pour trouver la paix. Si c'est possible ». Il existe certes une sensibilité éminemment particulière des Israéliens à la situation ukrainienne, notamment réveillée par les craintes de dégradation du site mémoriel du massacre de Babi Yar lors d'une frappe russe effectuée le 1er mars 2022 sur la tour de télévision à Kiev. Mais Israël n'entend cependant pas mettre à mal les bonnes relations qu'elle entretient avec Moscou, principalement bâties les dernières années entre l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahou et le président russe Vladimir Poutine. Pas moins d'une dizaine de rencontres ont de fait eu lieu ces dernières années entre les deux hommes sur les questions stratégiques et sécuritaires. Et Naftali Bennett souhaitait maintenir ces liens privilégiés avec la Russie, principalement à cause de la question iranienne en général, avec la problématique nucléaire omniprésente, et de la présence iranienne en Syrie en particulier.

Les raisons stratégiques sous-jacentes poussant l'Etat hébreu à cette logique prudentielle

Le problème demeure que le pays agresseur est la Russie. Mais Israël ne veut pas être trop accusateur vis-à-vis de Moscou car depuis plusieurs années, il y a un accord tacite avec Vladimir Poutine qui ferme les yeux sur les frappes israéliennes sur des positions du Hezbollah et de l'Iran en Syrie. Les frappes israéliennes en Syrie ont toujours été menées en prévenant la Russie au préalable pour éviter tout « accident », dans la mesure où le ciel syrien est sous contrôle russe. D'ailleurs, les généraux israéliens en lien direct avec leurs homologues de l'armée russe sont généralement des russophones. De fait, les Russes ont refusé la demande d'al-Assad de connecter les systèmes de défense anti-aérienne russe et syrienne. Pour contrer les frappes israéliennes, il y a certes une réponse de la défense anti-aérienne syrienne, mais elle n'est pas réellement efficace parce qu'elle est « ségréguée » et non intégrée par rapport au système russe. *Tsahal* a donc pu effectuer sans trop de risques des centaines d'opérations en Syrie ces dernières années au grand dam de Damas, mais surtout de Téhéran qui n'en peut mais. Mieux, il y a même une convergence d'intérêt objectif entre Israël et la Russie sur la question de la présence iranienne en Syrie car Vladimir Poutine ne souhaite pas que cette présence iranienne prenne trop de place en Syrie et auprès du régime syrien que Téhéran a aussi contribuer à « sauver » par son engagement au sol, parallèlement à Moscou au niveau aérien. Il y a par ailleurs la question du gaz iranien qui était déjà un concurrent potentiel avant la guerre en Ukraine, mais qui pourrait l'être davantage encore si des sanctions devaient toucher le secteur gazier russe et alors que se profile la finalisation d'un

accord sur le nucléaire susceptible de lever les sanctions sur le retour des hydrocarbures de l'Iran sur le marché mondial qui subit un choc énergétique majeur et une explosion des cours. Téhéran n'a pas manqué de souligner que ce retour de l'Iran sur le marché mondial serait en mesure de soulager la pression sur les cours pétroliers et gaziers. « La République islamique est prête à accroître sa production et ses exportations au niveau d'avant novembre 2018 [allusion à la date du 5 novembre 2018 lorsque les Etats-Unis avaient rétabli des sanctions maximales quelques mois après le retrait unilatéral du traité par le président Donald Trump, NDA] avait ainsi déclaré le 3 mars 2022 le ministre iranien du pétrole Jawad Owji. Il avait ajouté : « Je promets d'atteindre la capacité d'exportation de pétrole la plus élevée d'ici un à deux mois dès que le feu vert de Vienne sera donné ». Avant de conclure : « L'Iran est techniquement et opérationnellement en mesure de stabiliser sa part des exportations sur le marché mondial après la levée des sanctions ».

Est-ce alors un hasard si Moscou avait menacé, dès le 5 mars 2022, d'hypothéquer la finalisation du *PAGC* (Plan d'action global commun)/*JCPOA* (*Joint Comprehensive Plan of Action)* sur le nucléaire du 14 juillet 2015 dont la Russie est pourtant partie prenante, en demandant aux États-Unis des garanties de pouvoir poursuivre leurs relations commerciales avec Téhéran, et, ce, en dépit des sanctions massives qui la frappe depuis le lancement de la guerre en Ukraine ? L'Iran avait moyennement apprécié le procédé même s'il ne l'avait pas exprimé de manière trop explicite. Un haut responsable iranien avait réagi en manifestant la contrariété de Téhéran sous le sceau de l'anonymat : « Les Russes ont mis cette demande sur la table […]. Il faut comprendre qu'en changeant sa position dans les discussions de Vienne, la Russie veut protéger ses intérêts dans d'autres dossiers. Cette décision n'est pas constructive pour les pourparlers de Vienne sur le nucléaire ». Une obstruction n'étant pas nécessairement pour déplaire à Israël qui ne souhaite pas que Téhéran retrouve une marge de manœuvre financière, même si cette hypothèque sur une finalisation, de l'accord était finalement levée le 18 mars par le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. Un bel exemple de l'« Orient compliqué ». En réalité, Israël redoute que la guerre en Ukraine puisse affecter les intérêts nationaux de l'État hébreu dans la région géographique qui est la sienne justement du fait des connections existantes avec la *diaspora* encore établie dans le monde post-soviétique.

L'Etat hébreu compte de nombreux Israéliens qualifiés de « Russes » par les autres Israéliens, qu'ils soient « russophones » ou « ukrainophones », lesquels sont d'ailleurs eux-mêmes souvent « russophones »

En Israël, on compte deux partis russophones : c'est d'une part *Israel Beitenou* (« Israël, notre maison ») fondé en 1999 par Avigdor Lieberman, né à Chisinau dans la Moldavie de l'ancienne Union soviétique, arrivé en Israël en 1978. C'est un laïc, ultra-nationaliste ayant fait défection du *Likoud*, sans doute pour la question de la sécularisation car Avigdor Lieberman critique régulièrement le poids du religieux en Israël ; d'autre part *Israel Ba'aliyah* (« Israël pour l'*Aliyah* ») fondé en 1996 par Nathan Sharansky, un ancien *refuznik* (« opposant ») né à Donetsk dans le Donbass, au cœur de la guerre actuelle en Ukraine, et arrivé en Israël en 1986 avec son aura de réfugié politique. Ce parti a intégré le *Likoud* en 2003. La particularité de cet électorat est qu'il est généralement plutôt éduqué (avec un nombre important d'ingénieurs et de chercheurs qui ont largement participé au développement de la *start-up nation*, d'enseignants, de médecins), laïc, nationaliste et plutôt de droite. Cette question entre l'Ukraine et la Russie est donc aujourd'hui un sujet très sensible et clivant parmi les russophones. Animé par des pro-ukrainiens, un mouvement « anti-Poutine » avait manifesté pour la première fois dans la rue à Tel-Aviv le 26 février 2022, soit deux jours après le début de l'invasion russe de l'Ukraine[5]. Une cinquantaine de manifestants se tenait derrière une interminable banderole à bande bleue pour le ciel et jaune pour les champs de blé, au pied d'une tour de l'administration israélienne. Un rassemblement sans précédent depuis la guerre de Crimée. Avigdor Lieberman avait déclaré pour sa part que compte-tenu de la situation, « la meilleure chose à faire est de montrer profil bas ». C'est intéressant car habituellement, Avigdor Lieberman a des positions très affirmées. Cela traduit donc bien un certain malaise vis-à-vis de la communauté qu'il représente.

Pour Israël, c'est une sorte d'exercice d'équilibre. Il ne s'agit évidement pas d'abandonner les Ukrainiens face à l'invasion russe. Il y a une histoire juive ancienne ancrée dans la *Shoah* en Ukraine, qui fut le point de départ géographique de la « shoah par balles » à partir de 1941. C'est pourquoi la ministre de l'Intérieur Ayelet Shaked a été amenée à assouplir l'accueil des réfugiés ukrainiens. Ayelet Shaked a ainsi annoncé le 13 mars 2022 que les personnes fuyant l'Ukraine et

5. *Cf.* Oberlé Thierry, « En Israël, la crise ukrainienne divise les russophones », *Le Figaro*, 27 février 2022 (https://www.lefigaro.fr/international/en-israel-la-crise-ukrainienne-divise-les-russophones-20220227).

ayant des parents en Israël ne seraient pas concernées par le plafond de 25 000 réfugiés mais non éligibles à la citoyenneté israélienne. La ministre avait expliqué que 20 000 d'entre eux se trouvaient déjà en Israël avant l'éclatement des hostilités et que 5 000 Ukrainiens supplémentaires seraient finalement acceptés. Cette décision avait été prise suite à de nombreuses critiques de la politique du gouvernement au sujet de l'accueil des réfugiés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement. Ces réfugiés viendraient s'ajouter aux dizaines de milliers de personnes susceptibles d'arriver dans le pays depuis l'Ukraine et la Russie dans le cadre de l'immigration juive entraînée par la guerre [quelque 100 000 Juifs depuis l'Ukraine et la Russie seraient ainsi attendus dans le cadre du droit au retour pour ceux pouvant prouver avoir au moins un grand-parent juif, NDA]. Le ministre des Affaires de la *diaspora*, Nachman Shai depuis juin 2021, l'un des nombreux membres de la coalition au pouvoir qui avaient protesté contre le plafond d'entrée initialement fixé, avait qualifié la nouvelle politique de « trop peu, trop tard ». Ayelet Shaked avait en effet déclaré, fin février 2022, qu'Israël n'accorderait pas l'entrée à plus de 5 000 réfugiés ukrainiens – qui ne sont pas éligibles à l'immigration – et leur permettrait de rester temporairement en Israël, aux côtés des quelque 20 000 ressortissants ukrainiens déjà dans le pays avant la guerre – la majorité d'entre eux séjourneraient illégalement sur le territoire – et qu'ils ne seraient pas expulsés[6]. Mais les statistiques incluaient alors ceux qui immigrent et qui sont éligibles en vertu de la « loi du retour », qui accorde la citoyenneté à toute personne ayant un grand-parent juif. Cette règle signifie que les immigrants de la Russie et de l'Ukraine ne se sont pas nécessairement identifiés comme Juifs dans le recensement du pays d'émigration. L'acceptation d'un plus grand nombre de réfugiés ukrainiens en Israël avait été vivement débattue dans le pays et au sein du gouvernement durant la première quinzaine de mars 2022, alors que l'indignation s'était également accrue face au traitement réservé à ceux arrivés à l'aéroport Ben Gourion, dont certains avaient été bloqués pendant plusieurs heures. Le ministre des Finances Avigdor Liberman avait lui-même déclaré, le 13 mars, qu'Israël devait autoriser l'entrée de tous les réfugiés ukrainiens arrivant dans le pays. « Quand les canons se font entendre, nous devons accepter tous ceux qui fuient dont la vie est en danger », avait-il déclaré au site d'information *Walla* (« Aujourd'hui »). Et de conclure : « Quand les tirs s'arrêteront, il faudra arrêter d'accepter des réfugiés, mais à l'heure actuelle, il y a danger de mort, des gens viennent de toutes sortes d'endroits où se livrent des combats…

6. *Cf.* Amy Spiro, « Assouplissement de la politique d'entrée des réfugiés ukrainiens en Israël », *The Times of Israël*, 14 mars 2022 (https://fr.timesofisrael.com/assouplissement-de-la-politique-dentree-des-refugies-ukrainiens-en-israel/).

Il n'y a aucun danger qu'ils s'installent ici pour trouver un emploi », avait-il ajouté. « Nous devons laisser entrer ceux qui arrivent ». Face à cette pression de l'opinion, la ministre Ayelet Shaked avait précisé : « Un plafond sera maintenu, mais […] il a été décidé que les réfugiés ayant des proches en Israël, seraient exemptés du quota ». Mais il n'a pas été clairement indiqué quel degré de parenté serait nécessaire pour être admissible, ni quelle preuve serait requise. La plupart des réfugiés ukrainiens arrivant en Israël auraient néanmoins déjà de la famille et/ou des amis dans le pays. Le Premier ministre Naftali Bennett n'avait pu que se féliciter de l'annonce de sa ministre de l'Intérieur déclarant que, si l'objectif principal d'Israël était d'aider les immigrants, « en même temps, le moment où nous nous trouvons nous oblige à tendre la main et à être un refuge, même temporaire, pour les personnes qui ont échappé à la guerre et ont des parents ici en Israël, qui peuvent être leur soutien en cette période difficile »[7].

Les inquiétudes diffuses liées à la tension entre Israël et la Russie

Le fait est que de nombreux juifs de Russie ont décidé de quitter la Russie pour Israël. On estime ainsi que, durant le seul premier semestre de cette année, leur nombre, 16 598, a doublé par rapport à l'ensemble de 2021 pour prendre et obtenir la nationalité israélienne depuis le 24 février contre à peine 800 les mois précédents versus quelque 12 000 ukrainiens sur la même période. En fait, un nombre croissant de juifs de Russie craignent de se retrouver enfermés dans leur pays, empêchés d'émigrer en Israël. Plusieurs milliers d'entre eux ont donc pris les devants en faisant leur *aliyah*, (leur « montée » en hébreu) vers Israël, tandis que d'autres – quelque 30 000 – se prépareraient à quitter le pays. Toute personne ayant au moins un grand-parent juif est en effet éligible à la « loi du retour » en Israël, même si seuls sont ceux nés d'une mère juive y sont considérés comme véritablement juifs par les autorités. L'ancien grand rabbin de Moscou depuis 1989, Pinchas Goldschmidt, né à Zurich mais qui résidait depuis trente-trois ans, en Russie où il avait contribué à la renaissance de la vie juive après la dissolution de l'URSS, avait discrètement fui le pays, en mars 2022, avec son épouse, prétextant devoir s'occuper en Israël de son père malade, et annoncé le 7 juillet dernier après avoir quitté son poste à Moscou qu'il ne reviendrait pas en Russie et qu'il demeurerait en Israël parce qu'il avait critiqué la guerre en Ukraine : *« Je n'ai pas pu me taire, car cette guerre est une immense catastrophe, pour l'Ukraine et pour la communauté juive en Ukraine, dont des synagogues ont été détruites. C'est aussi une catastrophe pour la Russie et les Juifs russes. »*

7. *Ibidem.*

Il signale aussi l'effet délétère d'une petite phrase prononcée en mai par le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, suggérant à l'occasion d'un entretien accordé le 3 mai dernier à la chaîne privée italienne *Mediaset*, qu'Hitler avait des origines juives. Le gouvernement israélien avait exigé et obtenu que le président russe, Vladimir Poutine, présente ses excuses au Premier ministre israélien, Naftali Bennett, pour ces propos : « Le Premier ministre Bennett s'est entretenu avec le président russe Poutine à propos des déclarations du ministre des Affaires étrangères Lavrov et a accepté ses excuses », avait déclaré le bureau de Nafatli Bennett, dans un communiqué. En ajoutant : « Le Premier ministre a remercié Vladimir Poutine d'avoir clarifié sa position sur le peuple juif et la mémoire de l'Holocauste. » Mais ce phrase consternante avait pu laisser présager un retour à un sombre passé en Russie. Comme l'avait souligné Pinchas Goldschmidt *: « Les juifs craignent une résurgence de l'antisémitisme d'État, qui existait à l'époque tsariste et soviétique. »* L'ordre donné le 5 juillet dernier à l'Agence juive[8], organisation para-gouvernementale israélienne chargée de l'immigration juive en Israël, de cesser ses activités (de rapatriement vers Israël) va également dans ce sens et a été dénoncée par l'État hébreu qui y avait vu une mesure vexatoire en réaction aux positions pourtant prudentes du nouveau gouvernement contre l'offensive russe en Ukraine. Pnina Tamano-Shata, ministre de l'immigration et de l'intégration depuis mai 2021, avait été la seule à hausser quelque peu le ton. *« L'aliyah est un droit fondamental pour les juifs de Russie et nous ferons en sorte qu'il soit respecté »,* avait-elle proclamé. Les responsables de l'Agence juive, en revanche, avaient tenté de calmer le jeu. Sans succès. Le ministère russe de la Justice avait officiellement demandé la dissolution en Russie de l'Agence juive, avait annoncé le 21 juillet un tribunal moscovite. Citée par l'agence *Interfax*, la porte-parole du tribunal Basmany de Moscou, Ekaterina Bouravtsova, avait indiqué que cette demande était motivée par des violations de la loi, sans plus de précisions. Selon elle, une *« discussion demandée par le juge »* devait avoir lieu le 28 juillet sur cette affaire. La semaine précédente, le ministère de la Justice russe avait affirmé à l'agence *Ria-Novosti* avoir mené du 30 mai au 27 juin des *« vérifications de documents » aupr*ès de l'organisation, sans donner plus de détails sur le résultat de ces procédures. Une audience avait été fixée au 19 août à Moscou.

8. Créée en 1929, cette organisation s'occupe notamment d'organiser l'émigration vers Israël de personnes d'origine juive. Elle a commencé son travail en Russie en 1989, deux ans avant la fin de l'URSS, qui avait été suivie de l'arrivée en Israël de centaines de milliers de Juifs venus de toute l'ex-Union soviétique.

Ce sont tous ces éléments préoccupants qui avaient finalement poussé l'ancien grand rabbin de Moscou Pinchas Goldschmidt à décider d'appeler, le 27 octobre dernier, les Juifs russes à fuir le pays après qu'un haut responsable de la défense russe eut qualifié le mouvement hassidique Habad-Loubavitch de « culte suprémaciste ». Dans une tribune parue dans l'hebdomadaire gouvernemental *Argumenty i Fakty* appelant à la « désatanisation » de l'Ukraine, le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe Aleksey Pavlov avait affirmé que le pays abritait des centaines de cultes néo-païens, dont le mouvement Habad-Loubavitch. Un porte-parole de la communauté juive russe, Baruch Gorin, qui est également membre de Habad, a déclaré au radiodiffuseur public israélien Kan que les commentaires de Pavlov soulevaient le spectre non seulement de la haine des Juifs, mais aussi d'une politique officielle d'antisémitisme par les autorités russes. « Une attaque du gouvernement russe contre Habad, ainsi que les attaques contre l'Agence juive pour Israël, sont des actes antisémites contre nous tous », a ainsi déclaré Goldschmidt en faisant référence à une bataille juridique en cours que les autorités russes ont lancée contre l'Agence juive. « Nous réitérons notre appel à tous nos frères et sœurs qui restent encore en Russie et qui sont en mesure de quitter le pays pour le faire », a-t-il ainsi déclaré. L'ancien grand rabbin de Moscou a beau avoir fui la Russie, il continue de faire montre d'une grande prudence : *« Je ne peux pas vous donner de détails sur les pressions dont j'ai fait l'objet, car cela aurait des conséquences sur les institutions juives de Moscou »*, avait expliqué Pinchas Goldschmidt au journal français *Le Monde* par visioconférence depuis Jérusalem.

Il avait renouvelé son conseil de quitter la Russie fin décembre 2022. Dans un entretien exclusif accordé au journal britannique *The Guardian*, le 30 décembre 2022, le grand rabbin de Moscou en exil estime que les Juifs devraient quitter la Russie tant qu'ils le peuvent encore, avant qu'ils ne deviennent les boucs émissaires des difficultés causées par la guerre en Ukraine : « Lorsque nous regardons l'histoire russe, chaque fois que le système politique était en danger, vous avez vu le gouvernement essayer de rediriger la colère et le mécontentement des masses vers la communauté juive », avait-il indiqué au journal britannique, en ajoutant : « Nous l'avons vu à l'époque tsariste et à la fin du régime stalinien ». Et de mettre en garde un « réfoulé » de l'Histoire : « Nous assistons à une montée de l'antisémitisme alors que la Russie revient à un nouveau type d'Union soviétique, et pas à pas le rideau de fer retombe. C'est pourquoi je pense que la meilleure option pour les Juifs russes est de partir », avait-il affirmé.

« Dénazification » de l'Ukraine voulue par Vladimir Poutine et qualification de « génocide » ukrainien par Volodymyr Zelenski : malaise en Israël

En Ukraine, le président Volodymyr Zelensky - qui évoque, certes rarement, en tant que juif laïc son ascendance juive par sa mère Rima[9] -, l'emblématique maire de Kiev Vitali Klitschko qui déclare « avoir du sang juif dans les veines », mais aussi le chef de l'opposition[10] Vadim Zinovyevich Rabinovich au sein du *Verkhovna Rada* (« parlement national ukrainien »), sont au moins en partie d'ascendance juive. Volodymyr Zelensky est le tout premier président juif d'Ukraine. Sans être religieux, Zelensky a commencé à faire référence régulièrement à son identité juive et à proclamer publiquement sa solidarité avec Israël au cours des dernières années.

Le président ukrainien n'avait pas hésité, trois mois avant l'invasion de son pays, à établir des parallèles entre sa nation et le peuple juif lors du troisième Forum juif annuel de Kiev annuel, organisé le 15 décembre 2021 par la Confédération juive d'Ukraine : « Nous savons ce que c'est que de ne pas avoir son propre État. Nous savons ce que cela signifie de défendre son propre État et sa terre les armes à la main, au prix de nos propres vies », avait alors déclaré le président Volodymyr Zelensky[11]. Le thème de la conférence en 2021 avait été le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Ukraine et Israël.

Pour Volodymyr Zelensky, le fait d'avoir, par le passé, travaillé pour une chaîne de télévision appartenant au milliardaire juif Igor Kolomoisky avait été stigmatisé lors de la campagne présidentielle de 2019 comme étant la preuve de son

9. La ville natale de Zelensky, Kryvyi Rih, est située dans la seule région de l'Empire russe où les Juifs avaient été autorisés à vivre. La région, connue sous le nom de « Zone de résidence », avait été formée fin XVIIIe siècle/début du XIXe siècle, après que le gouvernement tsariste eut interdit aux Juifs de vivre sans faire l'objet de la surveillance du pouvoir russe. Zelensky a ainsi déclaré que son arrière-grand-père et trois des frères de son grand-père étaient morts à la suite de l'invasion nazie du territoire ukrainien. Son grand-père et les frères de celui-ci avaient pris les armes contre les Nazis dans l'Armée rouge. Son grand-père fut le seul à survivre. Il n'a pas précisé s'ils étaient morts au combat ou dans les massacres perpétrés par les Nazis, souvent avec des complicités locales facilitées par un antisémitisme pluri-séculaire, et qui coûtèrent la vie à plus d'un million de Juifs ukrainiens. *Cf.* Kramer Philissa, *The Times of Israël*, 2 mars 2022 (https://fr.timesofisrael.com/18-choses-a-savoir-sur-volodymyr-zelensky-defenseur-juif-de-la-democratie-dukraine/).

10. Il est natif de Kharkiv en Ukraine en 1953. Ancien magnat des médias, il est le co-président du parti pro-russe « Plateforme d'opposition-Pour la vie » fondé en 2018.

11. *Cf.* « Faisant allusion au conflit avec la Russie, V. Zelensky compare l'Ukraine au peuple juif », *I24News*, 17 décembre 2021 (https://www.i24news.tv/fr/actu/international/1639773635-faisant-allusion-au-conflit-avec-la-russie-v-zelensky-compare-l-ukraine-au-peuple-juif).

appartenance à une supposée « cabale juive »[12]. Cela montre le paradoxe, sinon l'inanité, des accusations de la part du président russe accusant le président ukrainien Volodymyr Zelensky et ses ministres d'appartenir à une « clique de toxicomanes et de néonazis, qui s'est installée à Kiev et a pris en otage tout le peuple ukrainien ». Pour développer ses arguments, Vladimir Poutine invoque des zones d'ombre dans l'Histoire du pays l'instrumentalise à dessein. C'est le cas avec le « bataillon Azov ». Ce groupe ultra-nationaliste formé en mai 2014 pour lutter contre les pro-Russes en Crimée et dans le Donbass, surnommé « le Corps noir » et stigmatisé comme ouvertement « néo-nazi », mais intégré en septembre 2014, justement pour mieux le contrôler, à la garde nationale d'Ukraine, fut très combattif dans le Sud du pays, notamment à Marioupol. C'est également le cas lorsque le président russe renvoie aux crimes des miliciens ukrainiens mobilisés par la SS dans le 201e bataillon *Schutzmannschaft* dont les membres issus du mouvement *OUB* (Organisation des nationalistes Ukrainiens) du pro-nazi Stephan Bandera avaient activement participé au massacre de 33 771 Juifs dans le ravin de Babi Yar à Kiev les 29 et 30 septembre 1941, soit le plus grand massacre de la « Shoah par balles ». Mais invoquer ces éléments aujourd'hui pour justifier l'invasion de l'Ukraine n'a aucun sens et constitue une injure à la mémoire des victimes, même si tout est loin d'être simple dans la mémoire historique ukrainienne. En effet, la résurgence d'un certain sentiment nationaliste en Ukraine avait mis à l'épreuve les relations d'Israël avec ce pays, en particulier en ce qui concerne l'admiration par nombre d'individus ayant combattu contre les Russes durant la Seconde guerre mondiale comme Stepan Bandera et Roman Shukhevych célébrés avec des statues et des noms de rue, sans aucune mention de la complicité de leurs troupes dans l'Holocauste et d'autres atrocités contre les Juifs. En 2018, le gouvernement israélien, dans son rapport annuel sur l'antisémitisme, avait même désigné l'Ukraine comme un point chaud régional. Les auteurs du rapport ont déclaré avoir dénombré plus de 130 incidents antisémites signalés en Ukraine en 2017. Dans la ville occidentale de Lviv (Ouest de l'Ukraine), les nationalistes n'hésitaient pas à célébrer - avec la permission des autorités municipales - l'anniversaire de la 14e division galicienne de la Waffen SS[13].

Toujours est-il que le mémorial Babi Yar avait failli être accidentellement touché le 2 mars 2022 par un bombardement russe de la tour de télévision. Cette attaque avait immédiatement été dénoncée par le président ukrainien qui avait appelé la

12. *Cf.* Liphshiz Cnaan, « Ukraine to Becom 1st Country Outside Israel Whose President and PM are Both Jewish », *JMORE*, 22 avril 2019 (https://jmoreliving.com/2019/04/22/ukraine-to-become-1st-country-outside-israel-whose-president-and-pm-are-both-jewish/).

13. *Ibid.*

communauté internationale à s'indigner. Dans un *tweet* s'adressant « au monde entier », il avait alerté : « *À* quoi ça sert de dire 'plus jamais ça' pendant 80 ans, si le monde se tait quand une bombe tombe sur le même site de Babi Yar ? Au moins cinq personnes sont mortes. L'Histoire se répète… ». Sur *Twitter*, le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriï Iermak avait qualifié les Russes de « *barbares* [qui] sont en train de massacrer les victimes de la Shoah pour la deuxième fois ».

Cette histoire juive de l'Ukraine[14] a, de fait, été maladroitement sollicitée par Volodymyr Zelensky quand il s'était exprimé par visio-conférence le 20 mars 2022 devant les élus de la Knesset (« parlement » israélien). Il avait évoqué une « solution finale » en Ukraine, affirmant que Poutine avait créé une « question ukrainienne » et que sa finalité serait de faire disparaître le peuple ukrainien. C'est ce qui justifiait sa demande réitérée de pouvoir bénéficier du système israélien *Iron Dome* (« Dôme de fer ») : « Ces systèmes de défense sont les meilleurs au monde et pourraient aider notre peuple à sauver des vies d'Ukrainiens et de juifs ukrainiens ». Volodomyr Zelensky était même allé jusqu'à comparer la situation en Ukraine à un « génocide », ce qui n'avait pas manqué de susciter de vives réactions parmi certains parlementaires israéliens qui avaient critiqué la banalisation du terme « génocide ». D'autant plus que certains ont eu – à tort ou à raison – le sentiment que Volodymyr Zelensky tentait d'utiliser son identité juive pour instrumentaliser le dossier de la guerre en Ukraine et faire pression afin d'obtenir un soutien plus affirmé d'Israël. Certains élus ont désavoué sa comparaison de la Russie avec l'Allemagne nazie comme étant à la fois offensante et « exaspérante ». « Sa critique d'Israël était légitime, tout comme ses attentes croissantes envers nous, mais pas sa comparaison exaspérante et ridicule avec l'Holocauste et sa tentative de réécrire l'Histoire et d'effacer le rôle du peuple ukrainien dans les tentatives d'extermination du peuple juif », avait ainsi déclaré le chef du *HaTzionut HaDatit* (« Parti sioniste religieux »), l'ultra-nationaliste Bezalel Smotrich. Le ministre israélien des

14. Chaque année, pour la fête de *Rosh ha-Shana* - du 25 au 27 septembre en 2022 -, des milliers de juifs hassidiques - 20 000 selon certaines sources) effectuent un pèlerinage à Ouma, en Ukraine sur la tombe du rabbin Nahman de Bratslav (à environ 200 kilomètres au sud de Kiev), le fondateur du judaïsme hassidique et rendre hommage à leur *tsadik* (littéralement « homme juste », en hébreu), leur guide spirituel, mort en 1810, puis de saluer dans la prière et les célébrations l'arrivée de la nouvelle année, soit la 5783 du calendrier hébraïque pour l'année 2022. Le ministère des Affaires étrangères israélien avait déconseillé de le faire du fait de la guerre débutée le 24 mars 2022. *Cf.* Supertino Gaétan, « Ukraine : qui sont ces pèlerins juifs qui défient la guerre comme la pandémie », *Le Monde*, 29 septembre 2022 (https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/09/29/ukraine-qui-sont-ces-pelerins-juifs-qui-defient-la-guerre-comme-la-pandemie_6143737_6038514.html).

Communications, Yoaz Hendel, avait *tweeté* que s'il « soutient le peuple ukrainien dans son cœur et dans ses actes… la comparaison avec les horreurs de l'Holocauste et la solution finale est scandaleuse ». En allant plus loin, Yuval Steinitz, membre du *Likoud*, avait estimé que la déclaration du président ukrainien « [frôlait] la négation de l'Holocauste ». En ajoutant : « La guerre est toujours une chose terrible… mais toute comparaison entre une guerre régulière, aussi difficile soit-elle, et l'extermination de millions de Juifs dans des chambres à gaz dans le cadre de la solution finale est une déformation complète de l'Histoire ». Le président du mémorial national israélien de l'Holocauste *Yad Vashem* (« Un monument et un nom »), Dani Dayan, avait également critiqué les commentaires de Zelensky comme une « déformation » [historique, NDA] : « Le discours de propagande accompagnant les hostilités actuelles est saturé de déclarations irresponsables et de comparaisons complètement inexactes avec l'idéologie et les actions nazies avant et pendant l'Holocauste », avait-il déclaré. Avant de conclure : « *Yad Vashem* condamne cette banalisation et cette déformation des faits historiques de l'Holocauste » [Près de 1,6 million de juifs ont été exterminés en Ukraine lors de la « Shoah par balles »]. Le président Volodymyr Zelensky avait dû rapidement nuancer ses propos plutôt mal compris en Israël, en précisant : « Bien sûr Israël a ses propres intérêts et sa stratégie pour protéger ses citoyens. Nous comprenons tout cela » [par rapport au souci de l'Etat hébreu de ménager Moscou, NDA].

Le déroulement de la guerre en Ukraine conduit insensiblement à une évolution de la position d'Israël

Au fil des mois, certaines voix se sont fait entendre comme celle du ministre de la *Diaspora*, Nachman Shai, lequel avait le 16 octobre 2022 adopté une position personnelle résolument pro-active de soutien militaire, notamment la livraison de missiles, Kiev : « Il n'y a plus de doute possible sur le positionnement que doit adopter Israël dans ce conflit sanglant. Le moment est venu pour l'Ukraine de recevoir aussi une aide militaire de notre part, comme le font déjà les États-Unis et les pays de l'OTAN », avait-il écrit. Une déclaration n'engageant que lui et vis-à-vis de laquelle le ministère des Affaires étrangères avait immédiatement pris ses distances. L'ancien président russe Dmitri Medvedev et actuel numéro 2 du Conseil de sécurité de sécurité russe, avait averti le 17 octobre suivant qu'une telle initiative détruirait « tous les liens » unissant Jérusalem et Moscou : « Israël semble s'apprêter à livrer des armes au régime de Kiev. C'est une mesure très imprudente. Elle détruira toutes les relations inter-étatiques entre nos pays », avait-il mis en garde sur son compte *Telegram*.

Le ministre de la Défense Benny Gantz avait réaffirmé le 19 octobre 2022 qu'Israël n'enverrait pas d'armes à l'Ukraine, mais avait déclaré que Jérusalem pourrait construire, pour le pays actuellement en grande difficulté, un système civil d'alerte précoce pour prévenir de l'arrivée de frappes, comme celui utilisé en Israël. S'adressant aux ambassadeurs des pays de l'Union européenne, un jour après que l'Ukraine eut déclaré qu'elle soumettrait une demande officielle de systèmes de défense aérienne israéliens tels que le « Dôme de fer », Benny Gantz avait exclu une telle démarche : « Israël mène une politique de soutien à l'Ukraine par le biais d'une aide humanitaire et de la fourniture de systèmes de sauvetage et d'équipements défensifs ». En ajoutant : « Dans le cadre de l'expansion de l'aide et de la fourniture de matériel de sauvetage, après une conversation avec des représentants de l'Ukraine, nous avons demandé des données qui nous permettraient d'aider à la construction et à la fourniture d'un système d'alerte intelligent comme il en existe en Israël contre les menaces aériennes et autres ». Et de préciser : « Un tel système sera utile tant pour sauver des vies civiles que pour cibler les alertes et les alarmes sur les zones concernées ». Le système d'alerte israélien utilise un mélange de radars et de dispositifs électro-optiques pour détecter les lancements entrants, classer leur taille et la menace qu'ils représentent, et localiser sur une carte les zones en danger. Les citoyens sont avertis par des sirènes, des alertes sur leurs téléphones et des messages à la télévision et à la radio. Il avait toutefois souligné « les limites opérationnelles » auxquelles Israël se trouve confronté en raison de la présence de la Russie en Syrie : « Toutefois, je tiens à souligner qu'Israël ne transférera pas de systèmes d'armes à l'Ukraine en raison de multiples considérations opérationnelles. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine dans la limite de nos possibilités[15], comme nous l'avons fait jusqu'à présent », avait-il ajouté.

Vers un changement de paradigme stratégique ?

Benjamin Netanyahu avait déclaré le 21 octobre 2022 qu'il espérait que le président russe Vladimir Poutine « remettra en question » ses initiatives

15. Discrètement, Israël aide néanmoins l'Ukraine en lui fournissant des renseignements sur la technologie des drones iraniens ce qui donnerait la possibilité à la défense anti-aérienne ukrainienne d'élever officiellement le taux d'interception à près de près de 80 % selon le journal ukrainien *Ukrainska Pravda*. En outre, selon l'édition britannique du journal *The Guardian*, des instructeurs iraniens auraient été tués en Crimée. Ces derniers y auraient été envoyés pour entraîner l'armée russe à faire fonctionner des drones au profit de l'armée russe. Et on peut penser que leur localisation précise intéressait au plus point *Tsahal* qui a pu transmettre aux Ukrainiens certains renseignements à cette fin.

expansionnistes, et révélé qu'il réfléchirait à livrer des armes à l'Ukraine s'il devait revenir au pouvoir au lendemain des élections du 1er novembre. Ces propos semblent marquer un changement dans le positionnement de longue date qui avait été adopté par l'ex-Premier ministre, qui jusque-là avait estimé que l'Etat hébreu devait conserver une plus grande neutralité face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie afin qu'Israël conserve sa liberté de mouvement dans le ciel syrien - un espace aérien contrôlé par Moscou - où l'armée israélienne frappe régulièrement des cibles liées à l'Iran. En juillet 2022, il avait pourtant fortement critiqué le gouvernement actuel qui, selon lui, était en train de déclencher « une crise dangereuse » avec la Russie alors que lui-même avait œuvré, des années durant, à développer une relation « mesurée, équilibrée et responsable » avec le Kremlin en rencontrant à des multiples reprises Vladimir Poutine. Dmitry Peskov, porte-parole du président russe Vladimir Poutine, n'a pas manqué de souligner, en comptant sur le maintien de cette relation spéciale, : « nous accordons beaucoup de valeur à des relations constructives avec nos partenaires israéliens ». À l'issue d'un appel téléphonique début janvier 2023 entre les ministres des Affaires étrangères israélien, Eli Cohen, et russe, Sergueï Lavrov, les autorités israéliennes ont assuré toutefois que la politique d'Israël reste inchangée au sujet du conflit en Ukraine en refusant de livrer des armements.

Or, le premier ministre israélien a indiqué, le 1er février 2023, réfléchir sérieusement à une telle livraison. *« Je l'envisage vraiment »*, avait déclaré à *CNN* Benjamin Netanyahu en réponse à une question sur la possibilité qu'Israël livre à l'Ukraine un système de défense anti-aérienne *Iron Dome* pour se protéger contre les attaques aériennes. Benjamin Netanyahou s'était abstenu jusqu'à présent de prendre fermement parti pour l'Ukraine, soucieux de ménager la Russie qui contrôle l'espace aérien de la Syrie voisine d'Israël et ferme habituellement les yeux sur les opérations de l'Etat hébreu contre l'Iran. Or, après une énième frappe israélienne en Syrie et contre un site militaire à Ispahan en Iran même - frappe attribuée officieusement à Israël - Moscou qui entretient des relations de plus en plus étroites avec Téhéran à travers des livraisons iraniennes de drones et de missiles notamment pour sa guerre en Ukraine, avait réagi de manière inédite le 30 janvier 2023 en condamnant l'attentat d'Ispahan comme une provocation, avertissant que « cet acte terroriste pourrait avoir des conséquences imprévisibles », ajoutant une déclaration inhabituelle : « Les services de renseignement russes analysent les informations sur l'attentat pour obtenir une image plus complète de la situation. Ce qui est arrivé ». Jusqu'à présent, Moscou n'avait jamais utilisé le qualificatif de « terrorisme » en relation avec la guerre d'attrition menée par Israël contre des cibles militaires iraniennes. Cela

signifie que Moscou est en train de modifier sa posture de neutralité tacite avec l'Etat hébreu[16].

Cela expliquerait potentiellement également un éventuel changement de positionnement d'Israël particulièrement préoccupé de ces relations de plus en plus étroites entre Moscou et Téhéran. Le fait est que Benjamin Netanyahou a confirmé officiellement que les États-Unis avaient transféré vers l'Ukraine des munitions d'artillerie qui étaient auparavant stockées en Israël, et a laissé entendre que l'État hébreu agissait de son côté pour entraver la production en Iran d'armes pour la Russie. « Les États-Unis viennent de prendre une énorme partie des munitions d'Israël pour les transmettre à l'Ukraine. Israël agit aussi, franchement, par des moyens que je ne détaillerai pas ici, contre les productions d'armes de l'Iran qui sont utilisées contre l'Ukraine », avait déclaré Benjamin Netanyahou. En réponse, la Russie avait aussitôt mis en garde Israël contre toute livraison d'armes à Kiev : « S'agissant des livraisons d'armes (à l'Ukraine), on ne classe pas les pays selon la géographie. Nous disons que tous les pays qui livrent des armes doivent comprendre que nous considèrerons (ces armes) comme des cibles légitimes pour les forces armées russes », avait affirmé en écho à cette déclaration la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. « Toute tentative, réalisée ou même non réalisée, mais annoncée, de livrer des armements supplémentaires, nouveaux, ou autres, aboutit et va aboutir à une escalade de cette crise. Tout le monde doit s'en rendre compte », avait précisé Maria Zakharova.

Lors d'une conférence de presse donnée pour le premier anniversaire de la guerre d'agression contre l'Ukraine par la Russie, le président ukrainien Volodymyr Zelenski avait évoqué « l'amélioration des relations entre Kiev et l'Etat hébreu » : « Pendant une longue période j'ai cherché à obtenir une aide israélienne, non seulement le soutien du public mais aussi des officiels. Historiquement, l'Ukraine a toujours eu d'excellentes relations avec Israël. Nous avons eu plusieurs conversations et il était compliqué de faire évoluer sa position car Israël a une relation spéciale avec la Russie à cause de la Syrie », avait-il reconnu. Et de poursuivre : « Je ne veux pas qu'Israël fasse de la médiation, je veux qu'il choisisse son camp, celui de l'Ukraine. Je veux vraiment qu'Israël soutienne l'Ukraine car je ne peux pas imaginer qu'il soutienne la guerre »[17]. Lors de la visite effectuée par Eli Cohen à Kiev quelques jours

16. *Cf. DEBKAfile*, « Russia steps into Israel's shadow war on Iran », 30 janvier 2023 (https://www.debka.com/russia-steps-into-israels-shadow-war-on-iran/).

17. *Cf.* « Les relations entre Israël et l'Ukraine s'améliorent (Zelensky à *I24News*) », on *I24News*, 24 février 2023 (https://www.i24news.tv/fr/actu/conflit-en-ukraine/1677258578-les-relations-entre-l-ukraine-et-israel-s-ameliorent-zelensky-a-i24news).

auparavant, le 17 février, Volodymyr Zelensky avait voulu lui faire comprendre qu'Israël et l'Ukraine avaient un ennemi commun : à savoir l'Iran. À la question de savoir comment Israël aiderait l'Ukraine à limiter l'aide iranienne à la Russie, Volodymyr Zelensky avait répondu : « J'ai toutes les réponses à la question, mais malheureusement, je ne pourrai pas les partager ici. Je ne peux pas mettre en danger l'amélioration des relations entre l'Ukraine et Israël »[18]. Comme preuve du soutien d'Israël, le ministre était arrivé avec une valise chargée d'engagements : un prêt à crédit de 200 millions de dollars pour permettre la reconstruction des infrastructures civiles et de santé ukrainiennes, le pourvoi de systèmes d'alerte sophistiqués et d'équipements de déminage, et la promesse de son soutien au plan de paix présenté par Volodymyr Zelensky à l'ONU.

Les récentes révélations issues des documents Top-Secret indiquaient notamment que si Washington accentuait sa pression, Israël serait éventuellement prêt à fournir à l'Ukraine des armes offensives[19]. Le document en date du 28 février est intitulé *Israël: Pathways to Providing Lethal Aid to Ukraine* (*Israël : voies pour fournir une aide létale à l'Ukraine*) et présente diverses options. Le document indique que le scénario « le plus plausible » est que Jérusalem adopte la même stratégie que la Turquie sous la pression des États-Unis, selon *NBC News*. Comme Ankara, Israël « vendrait des systèmes de défense létaux ou les fournirait par l'intermédiaire d'entités tierces », tout en plaidant ouvertement pour la paix et en « proposant d'accueillir des efforts de médiation ». D'autres *scenarii* sont décrits dans le document, par exemple celui selon lequel le soutien de Moscou au programme militaire de l'Iran ou aux efforts de médiation en Syrie pourrait convaincre Israël à fournir à l'Ukraine une « aide létale ». ■

Orientations bibliographiques

- Buzat Antoine, *L'Iran et la guerre civile syrienne*, préf. Razoux Pierre, Paris, L'Harmattan, 2023.
- Chauvel Oren, *Guerre de l'ombre entre Israël et la République islamique de l'Iran : Tsahal contre l'axe de résistance* « *iranien* », préf. Razoux Pierre, Paris, L'Harmattan, 2022.

18. *Ibid.*

19. *Cf. DEBKAfile*, « What other secrets do US spy agencies hold over Israel after Pentagon leak », 12 avril 2023 (https://www.debka.com/what-other-secrets-do-us-spy-agencies-hold-over-israel-after-pentagon-leak/). Et Cf. « Le Pentagone aurait élaboré des scénarios pour inciter Israël à fournir des armes à l'Ukraine », on *I24News*, 10 avril 2023 (https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/1681100808-des-documents-du-pentagone-detaillent-les-scenarios-qui-pousseraient-israel-a-fournir-des-armes-a-kiev).

- Delanoe Igor, « Russie-Israël : les défis d'une relation ambivalente », Revue *Politique étrangère*, *Israël après les élections. La Russie au Moyen-Orient*, n°1, 2013, pp. 119-130.
- Kleiner Israël, *From Nationalism to Universalism, Vladimir (Ze'Ev) Jabotinsky and the Ukrainian Question*, Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 2000.
- Lombardi Roland, *Poutine d'Arabie. Ou pourquoi et comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Paris, VA Editeur, 2020.
- Sokol Sam, *Putin's Hybrid War and the Jews: Antisemitism, Propaganda, and the Displacement of Ukrainian Jewry*, New York, Institute for the Study of Antisemitism and Global Policy, 2019.